



PRÉFET DE LA NIÈVRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle Environnement et Guichet Unique ICPE
Tél : 03.86.60.71.46

Arrêté N° 58-2021-09-14-00001

**portant mise en demeure à la société REVIVAL
de respecter certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018,
pour son dépôt de ferrailles et matériaux divers et de carcasses de véhicules automobiles,
implanté sur le territoire de la commune de FOURCHAMBAULT**

Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** le code de justice administrative ;
- VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 relatif aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 18 février 1992 à la société COMPAGNIE GÉNÉRALE DE RÉCUPÉRATION NIVERNAISE (CGRN) pour l'exploitation d'un dépôt de ferrailles et matériaux divers et de carcasses de véhicules automobiles sur le territoire de la commune de FOURCHAMBAULT, au titre de la rubrique 286 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** la déclaration de changement de dénomination sociale formulée par la société RIC ENVIRONNEMENT en date du 23 juillet 2007 ;
- VU** la déclaration de changement de dénomination sociale formulée par la société BARTIN RECYCLING en date du 29 juillet 2013 ;
- VU** la déclaration de changement d'exploitant formulée par la société DERICHEBOURG, au bénéfice de sa filiale la société VALRECY, en date du 13 avril 2017 ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire, délivré le 1^{er} septembre 2017, autorisant le changement d'exploitant et actualisant le calcul des garanties financières applicables aux installations exploitées par la société VALRECY ;

- VU** la déclaration de changement de dénomination sociale de la société VALRECY, renommée REVIVAL, en date du 1er octobre 2018 ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel en date du 23 juillet 2021, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** le projet d'arrêté transmis le 23 juillet 2021 à l'exploitant, en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;
- VU** les observations de l'exploitant par courrier en date du 5 août 2021 sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT l'ensemble de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, susvisé ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 28 juin 2021, l'Inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respectait pas les dispositions suivantes :

- *la zone sud du parc de stockage est dépourvue d'extincteurs,*
- *le site n'est pas équipé de bouches d'incendie, de poteaux ou de prises d'eau, ni de réserves d'eau afin de permettre au SDIS d'intervenir en cas d'incendie,*
- *le bâtiment fermé où sont entreposés 2 à 3 fûts de produits inflammables n'est pas équipé de détection et d'alarme incendie ;*

CONSIDÉRANT que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société REVIVAL de respecter les prescriptions de l'article 9 de l'arrêté ministériel, susvisé ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Nièvre ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société REVIVAL, exploitant un dépôt de ferrailles et matériaux divers et de carcasses de véhicules automobiles, sise 60 quai de Loire sur la commune de FOURCHAMBAULT, est mise en demeure de respecter les dispositions prévues à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, susvisé :

- **dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté**, en dotant son installation d'extincteurs adaptés aux risques correctement répartis,
- **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, en disposant de ressources en eau suffisantes au regard des risques présentés par l'installation,
- **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, en dotant son installation d'alarme et détection incendie adapté aux risques de ces bâtiments.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Publicité et notification

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société REVIVAL.

Article 4 – Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification/publication :

- par la voie d'un recours administratif auprès de la Préfecture de la Nièvre. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent,
- par la voie du recours contentieux auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens », accessible à l'adresse suivante : « www.telerecours.fr »

Article 5 – Exécution et copies

- La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Nièvre,
- le Maire de FOURCHAMBAULT,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre, et dont l'original sera transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers,
Le 14 septembre 2021

Pour le Préfet,
et par délégation,
La Secrétaire Générale,

Blandine GEORJON